

Un cri pour la Justice : 44 Juges tués ces dernières années.

Au moins 44 juges ont été tués ces dernières années, preuve que leur profession est devenue dangereuse. Certains ont songé à armer les juges pour enrayer le problème.

Depuis qu'ils ont déménagé dans un quartier de Metro Manila en début d'année, la famille Pattugalan vit très tendue. Ils ne sont presque pas sortis, ils se méfient des étrangers et restent discrets.

Une seule balle a bouleversé leur monde.

Le 19 janvier, le patriarche de la famille, le Juge Nathaniel Pattugalan, était venu de Camp Crame pour savoir où en était sa demande de permis de port d'arme. Il est monté à bord d'un Jeepney (moyen de transport en commun très populaire aux Philippines) pour se rendre à son deuxième rendez-vous à Quezon City, sans se douter un instant que deux goons à moto le suivaient. Quand le jeepney a atteint le Quezon Memorial Circle, la moto s'est approchée et l'un des deux motards a tiré une balle qui a tué PAttugalan. Il avait 60 ans.

C'était la seconde tentative de meurtre du Juge. En octobre 2005, Pattugalan allait à Appari, Cagayan, pour s'occuper de l'affaire qu'il avait en cours quand des agresseurs non identifiés lui ont tendu une embuscade. Bien que très marqué, il a survécu. Son chauffeur est mort.

L'agression a paralysé la moitié du corps de Pattugalan et il lui a fallu une année pour se remettre. Il a essayé de se faire transférer de Cagayan et a finalement été nommé Juge au tribunal de Quezon City.

Pattugalan a alors demandé à la Cour Suprême de lui fournir un garde du corps. Il en a eu un, mais pour une semaine seulement – la Cour n'avait pas les moyens de faire plus. Il a essayé d'obtenir une protection policière mais a abandonné l'idée quand on lui a dit qu'il devrait prendre en charge les dépenses quotidiennes du policier.

Le pouvoir judiciaire n'a pas les moyens d'assigner des gardes du corps aux 3 000 juges du pays. Seul le Président de la Haute Cour de Justice y a droit. De plus, en matière de politique, le Haut Tribunal désapprouve l'idée d'avoir une force de sécurité permanente pour protéger ses membres. « C'est le principal devoir de l'exécutif. Ce n'est pas une fonction du judiciaire » soutient l'administrateur de la cour, Christopher Lock. Les assassins de Pattugalan étaient conscients de ces faiblesses. C'est pourquoi, ils ont fini par l'avoir ce jour fatidique de janvier.

La veuve de Pattuglan soupçonne les assassins d'être des policiers de Cagayan, reconnus coupables par le Juge d'avoir arrêtés des suspects sans mandats légaux. L'Unité d'Investigation et de Détection des Criminels de la Police National (CIDG) a classé le meurtre dans les dossiers « en cours d'investigation » - jargon policier qui signifie simplement qu'il n'y a eu aucun progrès dans l'enquête.

Rapport avec des verdicts

Pattugalan a été le premier juge à avoir tué sous le mandat du Président de la Cour Suprême Reynato Puno, qui a pris le poste en décembre 2006.

Le Juge du Negros Oriental, Rolando Velasco a été tué six mois plus tard, en juillet, pris en embuscade par deux motards alors qu'il rentrait chez lui. Velasco est mort à l'hôpital. Comme

Pattugalan, la tentative de meurtre sur Velasco était liée à une décision de justice qu'il avait rendu. Le cas de Velasco, comme celui de Pattugalan, reste « en cours d'investigation ». Le double meurtre fait suite à une série d'assaut contre des membres du judiciaire qui a commencé en 1999, selon les données du CIDG.

Au moins 14 morts ont été recensées depuis, dont celle du Juge de Pasay, Henrick Gingoyon, qui avait arbitré l'affaire du terminal 3 de l'aéroport international Ninoy Aquino.

Il n'est donc pas surprenant que la sécurité personnelle ait été une des principales préoccupations soulevées dans une étude menée en 2005 et 2006 par le Social Weather Stations (institut de sondage aux Philippines), étude intitulée « étude diagnostique des défis du judiciaire ». La sécurité physique était « une préoccupation extrêmement importante » pour les juges : 28% des juges interrogés affirmaient avoir besoin d'un garde du corps et seulement 4% d'entre eux en avaient un, selon l'étude.

Sept juges, en fait, ont rapporté, qu'ils ont reçu des menaces de mort depuis mars cette année, selon des documents obtenus par NEWSBREAK du Bureau de l'Administrateur de la Cour (OCA).

La situation est telle que les juges veulent maintenant que la Cour Suprême leur fournisse des armes, chose que la OCA considère sérieusement. Une première mesure a été mise en place par le Haut Tribunal pour faciliter la demande de port d'arme pour les juges en demandant à la Police Nationale de supprimer la taxe de 4 000 peso pour son obtention.

L'association des Juges Retraités des Philippines, présidée par Doroteo Cañeba, soutient la proposition d'armer les juges. Ancien juge des « crimes haineux », Cañeba détient un pistolet de calibre .45 et un .9 mm. « Je sais que j'ai des ennemis parce que j'en ai condamné beaucoup à la prison à perpétuité et envoyé certains dans la chambre de mort. » Il a aussi sa part de menaces de mort.

L'ex Président de la Cour Suprême Artemio Panganiban relativise : « Comment les juges peuvent-ils rendre la justice à des gens quand eux-mêmes sont victimes d'injustice ? »

Lutter avec les solutions

Puno reconnaît cependant que d'armer les juges « n'est pas la solution ultime » au problème. Antonio Carpio, membre de la Cour Suprême et membre de la commission sur la protection du judiciaire est d'accord et affirme que « le port d'arme crée un faux sentiment de sécurité ». Ce qu'il faut, prétend Carpio, « c'est dissuader les agresseurs ».

A cause de contraintes budgétaires, seule la Cour Suprême – de toutes les Cours du pays – possède sa propre force de sécurité.

L'administrateur adjoint de la Cour Reuben dela Cruz affirme que la Haute Cour ne reçoit que moins de 1% du budget national chaque année. Des 1 138 billions de peso du budget national de cette année par exemple, le judiciaire a reçu 8 613 milliards de peso. Le plus gros de cette somme est alloué aux salaires des quelques 28 000 employés des Cours à travers le pays.

En dehors de ces obstacles logistiques, la Cour Suprême et le Département de Justice ont commencé un mémorandum d'accord (MOA) dans le lequel le Bureau National

d'Investigation (NBI), en coordination avec le OCA, va conduire une évaluation de la sécurité des juges menacés et faire les recommandations nécessaires.

Le MOA stipule également que le Bureau National d'Investigation va créer une unité spéciale, à l'intérieur de sa division management de la sécurité (NBI-SMD) qui se concentrera uniquement sur la protection des membres du judiciaire et qui servira d'agence principale d'investigation sur les affaires de meurtre. La Cour Suprême étant dans l'obligation de supporter financièrement l'unité. Le chef de la division management de la sécurité, Roel Lasala, affirme que les agents du Bureau National d'Investigation, seront assignés de manière permanente à l'unité afin de s'assurer que les affaires sont suivis jusqu'à la condamnation des suspects. La création de l'Unité prendra peut-être du temps cependant, à cause du manque d'argent.

Les juges sont également formés à la sécurité personnelle et on leur apprend à évaluer s'ils sont « des sujets potentiels aux agressions », affirme le chef des opérations du Bureau National des Investigations, Romulo Asis. Le projet est financé par l'USAID (United States Agency for International Development) à travers l'organisation non gouvernementale pour le programme « Règle sur l'Efficacité de la Loi ».

Il y a eu des résultats encourageants. Sans vouloir paraître morbide, Asis affirme que 40 des juges qui ont participé à la formation en 2005 sont encore en vie. 40 autres suivront la même formation bientôt.

L'environnement de travail des juges – les salles d'audience - est également évalué. Les Palais de Justice sont rénovés sur le même modèle que les salles d'audience américaine de manière à réduire le risque d'attaque.

Malgré des signes récents montrant que les autorités commencent à s'intéresser à la situation, ils ont agi trop tard pour le Juge Pattugalan et les autres.

Sonnettes d'alarme

En 2004, quand les sonnettes d'alarme ont commencé à être entendues à la suite d'une série de meurtres prémédités de magistrats, 10 juges avaient déjà été tués en 5 ans. Deux commissions du Sénat avaient en fait réalisé des auditions sur le problème.

Mais il a fallu la mort d'un autre juge pour que la cour Suprême reconnaisse la crise.

En août 2004, la Haute Cour avait publié une résolution abolissant les Cours des crimes haineux car « l'organisation fait du juge de la Cour des crimes haineux une personne facilement identifiable et une proie facile pour les plaideurs vindicatifs. » La Cour Suprême a également autorisé les juges menacé de mort à avoir au moins deux escortes.

Cette avancée a apparemment été suscitée par le meurtre du juge de Batangas, Voltaire Rosales, qui s'était occupé des crimes haineux. Rosales a été mis à terre par deux tueurs à moto.

Lors d'une audition menée par les commissions du Sénat sur la justice, les droits de l'Homme, l'ordre public et les drogues illégales, en 2004, l'avocat Filomena Rosales a demandé à la Cour de « se réveiller » et d'affronter le problème. « Vous ne pouvez attendre de ces criminels

qu'ils respectent nos Cours », a-t-elle déclaré au Commissions. « La règle de l'arme est plus forte que le règle de la Loi ».

Comme personne n'a encore été puni, cela ne fait qu'encourager les criminels à entreprendre des meurtres en toute impunité, affirme l'avocat Neri Colmenares. Tout au moins, la situation « est une dénonciation de l'état actuel de la loi et de l'ordre » encouragée par l'indifférence du gouvernement pour la les règles de la loi » Ajoute-t-il.

NEWSBREAK a pu retrouver les familles des victimes et elles partagent le sentiment que la Cour a été très lente à aborder les crimes.

Les officiels de la Cour reconnaissent cette défaillance. L'une des raisons qu'ils évoquent est que la sécurité des juges n'était pas une priorité des anciens Présidents de la Cour Suprême Hilario Davide Jr. and Artemio Panganiban.

Pendant le mandat de Davide, l'accent a été mis sur des réformes et l'amélioration du système judiciaire, que son successeur Panganiban a poursuivi. Du personnel faillible a été licencié et les critères éthiques ont été rehaussés. Des salles d'audience ont été construites pour donner à la Cour la dignité qu'elle mérite.

Bien que les crimes de magistrats été déjà entrain d'augmenter pendant ce mandat, Davide n'a pris que des mesures symboliques telles qu'abolir les Cours dédiées aux crimes haineux. (Davide est devenu Président de la Cour Suprême en 1998 et a pris sa retraite en 2005).

Cette réponse anémique au problème est peut-être due à l'ex Pr ésident de la Cour Suprême « fataliste » de nature, selon un titulaire de justice et un officiel de la Court. « Il pensait que la mort

Comme Panganiban, il a été Président de la Cour Suprême moins d'un an seulement, et été plus intéressé par le fait de laisser une trace dont on se souviendrait. Il a ainsi réussi à entériner des décisions sur les libertés civiles.

Puno, par contre, a initié l'important Sommet National sur les Meurtres Extrajudiciaires et les Disparitions Forcées, signe qu'il a vraiment essayé de se confronter au problème des meurtres extrajudiciaires. L'intérêt de Puno s'explique par un événement personnel : son frère aîné, Isaac, un ancien juge de Manille, a été tué devant sa famille par des membre présumés de la New People's Army en 1997. Bien que les tueurs aient été pris, condamnés et emprisonnés, Puno considère que la justice n'a été que partiellement rendue puisque les tueurs ont été libérés neuf ans après le meurtre, quand le Président Corazon Aquino a libéré les prisonniers politiques.

La peur des témoins

Les meurtres de juges s'ajoutent au développement d'une culture d'impunité dans le pays dont les meurtres de journalistes et activistes témoignent.

Presque la moitié des 14 affaires de juges tués restent non résolues, et personne jusqu'à maintenant n'a été condamné.

Le rapport du CIDG montre que trois des cas semblait relever d'une affaire personnel par leur

nature tandis que les autres relevaient du domaine professionnel. Six sont classées « en cours d'investigation » à cause du manque de piste. Une affaire - celle du Juge Eugenio Valles - a été abandonnée par le procureur de la province pour insuffisance de preuves contre les suspects, tandis que cinq sont en instance d'investigation préliminaires devant le Bureau du Procureur. Les autres passent en jugement.

Supt. Edwin Diocos, le directeur adjoint des investigations au CIDG, affirme que comme la plupart des affaires importantes, le manque - ou la peur- de témoins bloque le travail de la police.

Même les familles et amis des victimes refusent de coopérer par peur des représailles, ajoute Diocos. NEWSBREAK a une grande expérience dans ce domaine. La famille Gingoyon a refusé de nous parler quand nous avons cherché à faire la lumière sur des motifs plausibles pour lesquels le magistrat aurait été tué.

Le Bureau National d'Investigation est confronté au même problème avec des témoins réticents. Il n'a pas réussi à résoudre l'affaire, vieille de 20 ans, de meurtre du Juge d'Olongapo, Emitterio Manalo, à cause du manque de témoin.

Les rapports du CIDG montre qu'excepté pour le cas du juge Celso Lorenzo du Borongan (Est du Samar), tous les prévenus étaient des tueurs que l'on avait engagés. Dans le cas de Lorenzo, l'ancien Maire de Balangkayan, Abraham Elpedes avait été identifié comme le cerveau derrière les meurtres. Elpedes qui s'est rendu à la police, est sorti après avoir payé une caution de 200 000 pesos. Dans certaines des affaires, les cerveaux étaient suffisamment puissants et influents pour que la police préfère chercher ailleurs, se plaint la famille du juge de Tayug (Pangasinan), Osca Uson.

A Dagupan City où nous les avons suivi, La famille Uson insiste sur le fait qu'il a été tué par 2 gardes du corps du Maire. Ceci, après que le juge a sermonné devant une Cour pleine un avocat proche du Maire.

Son plus jeune frère, Rizalino Uson, prétend que la police de Pangasinense a signalé qu'elle se trouvait devant un mur sur cette affaire, alors qu'ils auraient facilement pu trouver un mobil. Leur seule consolation était que le suspect principal était mort.

Diocos admet que les forces de police ne manquent pas seulement de ressources mais aussi de compétences en investigation. Il affirme que addressé avec des hommes de loi qui prennent des cours de recyclage en investigation comme la filature ou le profiling des victimes.

Malgré tous ces efforts, cependant, personne ne nie que la justice continue